



WWF

N°7

2019

FORÊTS VIVANTES

La lettre du WWF France sur les forêts



Cette publication est conçue pour être diffusée par voie électronique et lue à l'écran (Mode Plein écran)

A la une

UNE FORÊT QUI REVIENT DE LOIN

J'ai récemment eu le plaisir de visiter la Nouvelle-Calédonie, l'un des joyaux de la nature abritant une richesse d'espèces inestimable que l'on ne trouve nulle part ailleurs. Malheureusement, la dégradation des forêts de Nouvelle-Calédonie, en particulier par les incendies et les espèces envahissantes, est réelle.

Cette situation illustre un défi mondial majeur : depuis 1990, nous avons perdu plus de 449 millions d'hectares de forêts naturelles dans le monde et beaucoup plus ont été dégradées. Pourtant, elles abritent une biodiversité étonnante, contiennent une quantité importante de carbone et fournissent des services essentiels aux populations (protection des bassins versants, pollinisation, stabilisation des sols, etc.).

Ce capital naturel est à la base de la stratégie du WWF visant à restaurer les terres et les forêts dégradées dans le monde entier ; une stratégie alignée sur les engagements mondiaux pris dans le cadre du Challenge de Bonn (2011) ou de la Déclaration de New York sur les forêts de l'ONU (2014) et des mécanismes financiers associés. Au WWF, nous sommes préoccupés par le manque de financements dédiés aux paysages prioritaires et nous avons conscience de la complexité qu'implique la restauration d'un écosystème forestier. En effet, nous ne parlons pas seulement de mettre en terre des plants d'arbres... L'expérience montre

Pascal Canfin
est le directeur
général du
WWF-France



que pour être durables, les projets doivent être réalisés à grande échelle et trouver un équilibre avec les activités humaines du territoire. Une tâche énorme...

Les forêts sèches de Nouvelle-Calédonie représentent un microcosme du défi mondial. Pourtant, la mobilisation de partenaires clés pour la forêt sèche en Nouvelle-Calédonie au cours des 17 dernières années montre que des solutions existent, bien qu'elles aient besoin d'être encore étendues. Ce partenariat exemplaire a permis de sécuriser certains des derniers fragments de forêt sèche de Nouvelle-Calédonie et a contribué à sauver des espèces rares, endémiques ou en voie d'extinction.

Je suis persuadé que cette expérience a une énorme valeur d'exemple. C'est avec fierté que je mesure le rôle catalyseur qu'a joué le WWF France. Aujourd'hui, le travail se poursuit en partageant les enseignements de cette expérience pionnière, mais également en étendant les efforts aux autres forêts et maquis de l'île. ■

→ PROTÉGER LES HAUTS LIEUX

L'ACTION EN QUELQUES MOTS

Les forêts à haute valeur de conservation, intactes ou particulièrement riches en espèces menacées ou endémiques, constituent des "hauts lieux". Leur protection est une priorité. Derrière de grandes espèces charismatiques et lieux emblématiques se cachent l'extraordinaire biodiversité des forêts.

Pacifique



Évaluation régionale de l'état des services rendus par les forêts pour la ressource en eau

La ressource en eau des petits territoires insulaires du Pacifique est une denrée précieuse dont la gestion, déjà délicate, risque de devenir de plus en plus complexe au cours des prochaines années du fait des changements climatiques attendus. Afin d'accompagner les gestionnaires sur cette question, le WWF a développé un outil innovant d'aide à la décision, mobilisant des techniques avancées de télédétection et d'apprentissage automatique développées par BlueCham. Cet outil a

pour objectif d'évaluer la capacité des forêts à assurer les services écosystémiques relatifs à la protection de la ressource en eau telle que la disponibilité durant les saisons sèches ou la qualité.

Suite à l'intérêt exprimé par plusieurs pays du Pacifique Sud, le projet FLOW (*Forest Landscapes as Opportunities for Water*) a été lancé au niveau régional. Ainsi, au Vanuatu, en Nouvelle-Calédonie, sur l'île de Futuna (Wallis-et-Futuna) et à Fidji, cette évaluation est conduite sur tout ou partie des bassins-versants pourvoyeurs d'eau potable, en aval desquels des captages d'eau sont installés. Les résultats, attendus pour mars 2019, permettront d'avoir une vision homogène à l'échelle régionale de l'état de fonctionnalité de la végétation, et des actions prioritaires à mettre en œuvre, entre protection et restauration.

L'objectif final est d'optimiser la gestion de ces infrastructures vertes que sont les forêts des bassins-versants qui protègent une ressource inestimable pour les populations : l'eau. ■



↑ Visite du responsable de l'antenne WWF de Nouvelle-Calédonie au Vanuatu au démarrage de la collaboration pour le projet FLOW

Pour en savoir plus en 1 clic →

Amériques



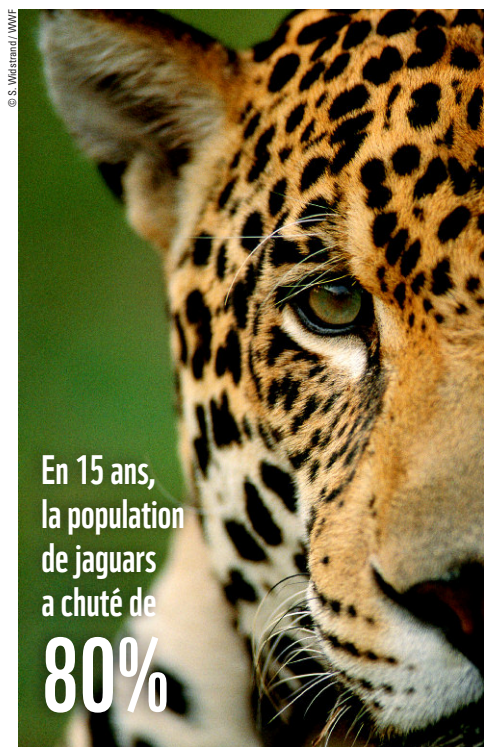
Le Jaguar reprend doucement son souffle

Troisième plus grand félin au monde derrière le tigre et le lion, le jaguar (*Panthera Onca*) fascine. Excellent nageur et grimpeur virtuose, il se nourrit d'une large variété d'animaux : mammifères, oiseaux, reptiles et poissons. De l'extrême sud des Etats-Unis au nord de l'Argentine, le jaguar fréquente des milieux diversifiés, entre forêts tropicales humides amazoniennes, hauts-plateaux andins, savanes et mangroves. Le Jaguar ne craint aucun prédateur sur l'ensemble de son aire de répartition... en dehors de l'homme. La déforestation, la fragmentation de son habitat ou encore le braconnage ont en effet eu pour conséquence de faire chuter la population de jaguars de 80% ces quinze dernières années.

Afin d'inverser cette tendance très préoccupante, les différents bureaux du WWF en Amérique du Sud travaillent sur trois axes majeurs: la protection des habitats du jaguar et des principaux corridors pour les relier, la hausse de ses proies naturelles en forêt et l'apaisement des conflits entre les hommes et le félin. Avec l'aide de partenaires locaux, le WWF forme par exemple des bénévoles pour leur apprendre à analyser les traces des jaguars sur le terrain et ainsi à évaluer leurs effectifs. Depuis 2009, dans le cadre d'un projet d'étude du WWF en Argentine, des jaguars ont été équipés de colliers GPS afin d'en savoir plus sur leurs comportements et les menaces qui pèsent sur eux. En Guyane, c'est la pose de nombreux pièges photographiques qui permet de suivre l'évolution de la population de l'espèce, chaque individu pouvant même être identifié grâce à ses ocelles uniques. L'ensemble de ces projets, couplés aux efforts de protection de son habitat, vise à stabiliser voire à améliorer la population du jaguar, une tendance qui semble se confirmer après le dernier recensement effectué. ■

En 15 ans,
la population
de jaguars
a chuté de
80%

© S. Widstrand / WWF



Pour en savoir plus en 1 clic →

→ RESTAURER LA BIODIVERSITÉ

L'ACTION EN QUELQUES MOTS

Certains territoires sont aujourd'hui écologiquement dégradés et leurs forêts contribuent de moins en moins au bien-être de leurs habitants. Plus que jamais, la restauration des forêts dégradées est une entreprise stratégique, mais ô combien difficile.

Nouvelle-Calédonie



Retour sur 17 ans de restauration des forêts sèches



Les forêts tropicales sèches comptent parmi les écosystèmes les plus menacés de notre planète. En Nouvelle-Calédonie, alors qu'elle couvrait autrefois environ la moitié de l'île principale, Grande-Terre, la forêt sèche couvre aujourd'hui à peine 2% de son étendue initiale, répartis en fragments parfois très isolés les uns des autres.

Face à cette urgence, la Nouvelle-Calédonie a mis en place un programme de conservation de ce patrimoine unique, qu'elle a la chance mais aussi la responsabilité de protéger et de restaurer. En 2001 est ainsi né le programme de conservation des forêts sèches issu de la collaboration des institutions publiques, de la recherche et de la société civile. Par la

suite, la gestion du programme a été confiée au Conservatoire d'Espaces Naturels (CEN) de Nouvelle-Calédonie créé en 2009.

Le rôle du WWF a tout d'abord été de faciliter le développement d'une initiative coordonnée, en fournissant un soutien financier et technique. Ce programme initial a ainsi réussi à mobiliser les provinces, le gouvernement local de Nouvelle-Calédonie ainsi que le gouvernement français. Aujourd'hui, le WWF reste impliqué par sa participation à l'administration et par l'appui technique au CEN.

Afin de partager le retour d'expérience acquis depuis 2001, le WWF a publié un rapport sur les enseignements tirés de cette initiative longue de 17 ans. Ces résultats pourront être utilisés afin d'enrichir et appuyer les efforts aujourd'hui fournis dans des endroits aussi éloignés que Hawaï, le Grand Mékong, l'Afrique du Sud ou l'Amérique centrale, où les forêts tropicales sèches font face à des menaces similaires. ■

Pour en savoir plus
en 1 clic →



Mexique



Gestion intégrée d'un bassin versant

Les forêts protègent les sols et régulent les eaux. Dans le cadre de son programme sur la restauration des forêts, le WWF-France appuie son homologue mexicain et ses partenaires à la gestion intégrée du bassin versant Copalita-Zimatán-Huatulco dans la Sierra Sur (Etat d'Oaxaca), haut lieu de la biodiversité mondiale.

Le projet intervient sur différents problèmes identifiés dans les quelques 150 000 hectares du bassin versant, depuis les forêts de montagnes constituées de plantations de pins et de chênes pour restaurer les versants, à la forêt tropicale sèche au bord de l'océan Pacifique, en passant par la promotion de cultures sous couvert boisé à moyenne altitude: café arabica d'origine locale, avocat,

vanille. Les actions mobilisent des centaines de petits propriétaires privés, des associations de jeunes et des communes, leur fournissant des plants, ainsi qu'un appui technique pour développer des pépinières modernes et affiner les alternatives agricoles à la culture de maïs itinérante qui dégrade les sols.

Depuis 2016, ce projet est financé par Caudalie dans le cadre de son engagement de reboisement (1% pour la Planète). Le projet a permis la plantation de près de 600 000 arbres, avec un objectif d'un million fin 2019. Mais il aura surtout créé une logique d'intervention à l'échelle de l'ensemble de ce bassin versant rural, et mobilisé, organisé et formé une multitude d'acteurs très dynamiques afin de favoriser une approche garantissant la durabilité des résultats au-delà même du projet. ■



Pour en savoir plus en 1 clic →

→ PRODUIRE SANS DÉTRUIRE

L'ACTION EN QUELQUES MOTS

Exploiter des ressources naturelles sans déboiser ni dégrader la qualité des forêts est un impératif. Transformer les règles des marchés, éliminer les activités illégales et promouvoir les certifications crédibles font partie des solutions.

France



Nous mangeons aussi des forêts

La France importe et consomme d'importantes quantités de matières premières agricoles et forestières, dont la production au niveau mondial peut être associée à la déforestation, la dégradation des forêts et la conversion d'écosystèmes naturels. Le WWF, aidé du bureau de conseil 3Keel, a voulu mieux comprendre l'étendue des surfaces et les volumes impliqués.

Les importations de 7 matières premières et leurs provenances ont été analysées : soja, huile de palme, cacao, caoutchouc naturel, bœuf/cuir, bois et pâte à papier. L'étude prend non seulement en compte les matières premières que nous importons sous forme brute, mais aussi sous forme transformée, comme par exemple l'huile de palme en tant qu'ingrédient, ou encore les volailles nourries au soja et importées en France.

L'empreinte estimée de la France est de 14,8 millions d'hectares, dont 5,1 millions d'hectares situés dans des pays avec un risque élevé de déforestation, soit l'équivalent de 2 fois la superficie de la Bretagne. Les matières comportant le plus de risque sont le soja, l'huile de palme, le cacao et le caoutchouc naturel, dont plus de 50% de l'empreinte se situe dans des pays avec un risque élevé de déforestation. Sans atténuation du risque, comme l'achat de matières certifiées pour leur production durable, nos importations peuvent donc

avoir des conséquences particulièrement néfastes pour les écosystèmes et les populations.

Au-delà de l'analyse de notre empreinte, le rapport propose un ensemble de recommandations pour 4 types d'acteurs : pouvoirs publics, entreprises, investisseurs et consommateurs, déclinées selon les 7 matières premières. ■

Pour en savoir plus en 1 clic →



Engagement de la France de lutter contre la déforestation importée

Le 14 novembre 2018, la France a annoncé sa stratégie nationale de lutte contre la déforestation importée (SNDI), une première au niveau mondial. Le WWF se félicite que la France veuille porter ce sujet dans les enceintes européennes et internationales en plaçant pour l'adoption d'un plan d'action européen sur le sujet.

Cette stratégie nationale couvre la plupart des matières premières pouvant être issues de la déforestation, prend en compte les différentes formes de déforestation et de dégradation des forêts, y compris la conversion d'autres écosystèmes naturels (prairies, tourbières...) s'adresse à l'ensemble des acteurs, notamment les Etats, entreprises, investisseurs etc. Elle précise des actions en matière d'achats publics et mentionne la création d'un label "zéro-déforestation".

Cependant, plusieurs manques sont à noter. L'objectif de mettre fin à la déforestation importée en 2030 n'est pas cohérent avec les engagements que la France a pris, comme la signature de la déclaration d'Amsterdam, dont l'échéance est à 2020.

Les matières premières incorporées dans les produits transformés importés en France, qui représentent pourtant une part non négligeable de l'empreinte déforestation française, ne sont pas incluses. Citons par exemple le fait que 30% de l'huile de palme importée en France est contenue dans produits transformés. Il manque également des mesures claires afin de réduire la demande de matières premières issues de la déforestation, tout comme une campagne de sensibilisation au besoin de manger « moins et mieux » de produits animaux nourris au soja.

Le WWF France salue donc la volonté du gouvernement mais attend maintenant que cette ambition soit concrétisée par un plan d'action et des moyens financiers à la hauteur. ■

Pour en savoir plus en 1 clic →



© WWF UK

→ PRODUIRE SANS DÉTRUIRE

France



Évaluation de la politique papier des organisations publiques

© Olly / Shutterstock



Le *Baromètre PAP50* de 2018 a évalué les politiques papiers de 58 organisations publiques, dont les ministères, les 13 régions, 14 grandes villes et 20 organismes publics. Des organisations telles que Strasbourg Métropole et Pôle emploi (participants depuis 2012), la Banque de France et la Caisse des Dépôts et Consignation (participants depuis 2014) continuent de démontrer les résultats positifs permis par une politique formalisée et des moyens dédiés à sa mise en œuvre. Plus de la moitié des organisations qui ont participé ont eu plus que la moyenne.

Le bilan 2015-2016 du dispositif « Administration exemplaire » faisait état d'une moyenne de la part du recyclé de 6,2% en 2015 pour les ministères. Or selon l'article 79 de la loi relative à la transition énergétique (2015), les services de l'État ainsi que les collectivités territoriales et leurs groupements doivent diminuer leur consommation de papier bureautique de 30% avant 2020 et à compter du 1^{er} janvier 2017, 25% au moins

des produits papier acquis étaient censés être fabriqués à partir de papier recyclé, avec un objectif de 40% au 1^{er} janvier 2020.

Malheureusement, les résultats du *Baromètre PAP50* ne nous permettent pas de dire si l'État atteint son objectif d'exemplarité. Une seule région a répondu alors qu'elles étaient 12 en 2012 et 10 en 2015. Seuls 3 ministères ont répondu au Baromètre cette année. Dans l'attente des résultats 2017 du dispositif « Administration exemplaire », trop peu de ministères ont saisi l'opportunité du *Baromètre PAP50* pour faire œuvre de transparence, pédagogie... et exemplarité. ■

Pour en savoir plus en 1 clic →



Guyane



Le bois, un secteur clé pour un développement économique solide et durable

Dans le cadre de la campagne contre le projet Montagne d'or, le WWF France a cherché à identifier des voies alternatives pour un développement économique solide et durable en Guyane et a confié au cabinet Deloitte le soin de mener une étude en ce sens.

Deloitte s'est appuyé sur une analyse intersectorielle du tissu économique guyanais afin de faire ressortir les secteurs d'activité à forts et faibles effets d'entraînement sur l'économie locale. Deux scénarios de « choc économique » ont ensuite été construits autour d'un objectif central de maintien, voire de création d'emplois.

Dans cette perspective, le bois, aux côtés de l'agriculture, de la pêche etc. ressort comme un des dix secteurs prioritaires pour le développement de la Guyane, ayant un effet d'entraînement sur le reste de l'économie 4 fois plus important que le secteur extractif par exemple.

La forêt guyanaise occupe en effet 96% du territoire et tout en étant exploitée selon un modèle à faible impact, offre un bois d'une exceptionnelle qualité. La croissance de la filière est portée par les besoins du secteur de la construction, ainsi que par des marchés demandeurs d'essences de qualité, certifiées et *made in France*. Une valorisation des connexes d'exploitation forestière pour la biomasse-énergie dynamiserait également l'exploitation actuelle et offrirait une source de revenus supplémentaire.

Dans sa conclusion, l'étude invite à construire un projet territorial dans la durée, au travers de 9 objectifs stratégiques, parmi lesquels trois sont directement liés au développement durable de la filière bois :

- Rendre la Guyane autosuffisante en énergie ;
- Réduire la dépendance de l'économie guyanaise aux importations ;
- Développer et renforcer les activités d'exploitations régénératrices des ressources naturelles. ■



Pour en savoir plus en 1 clic →

→ LES DÉFIS DE L'ÉCONOMIE VERTE

L'ACTION EN QUELQUES MOTS

La transition écologique est en marche. Le modèle des activités fondées sur les ressources et services des forêts doit être revisité. A commencer par les cycles de production-consommation-recyclage des produits forestiers, pour faire la preuve de leur durabilité. Innovation requise.

Certification

À votre service !

Les forêts nous rendent bien des services : production de matière, protection des sols et des eaux, habitat pour la biodiversité, puit de carbone, lieu de promenade et bien d'autres ! Actuellement pourtant, seuls le bois et la chasse sont des sources de revenus pour le forestier alors que ces activités ne représentent que le tiers de la valeur monétaire estimée des forêts (respectivement 31% et 4% de leur valeur totale). L'essentiel de la valeur des forêts pour nos sociétés repose donc sur les autres services rendus par la nature.

Pour mieux les valoriser et inciter le propriétaire forestier à bien gérer ce capital naturel, le FSC a mis en place en 2018 un outil permettant aux gestionnaires forestiers certifiés FSC d'être rémunérés « s'il est démontré que leur gestion a un impact positif sur les services écosystémiques considérés : biodiversité, eau, sols, carbone, services récréatifs » (source FSC).

Saluant cet outil innovant de certification des services écologiques, le WWF appuie ces développements en assurant le lien entre les gestionnaires forestiers en amont et les entreprises utilisant les ressources forestières en aval. C'est avec cet objec-



↑ Lors de l'atelier du 20 novembre 2018 à Audencia Paris

tif qu'un tout premier atelier a été organisé le 20 novembre 2018 à Audencia Paris dans le cadre de la Journée Entreprises rassemblant chaque année les partenaires du WWF. Les participants ont ainsi pu échanger sur les actions concrètes qu'une entreprise peut mettre en œuvre en forêt grâce à l'outil de FSC pour préserver et améliorer les services rendus par les forêts à nos sociétés. Une première qui sera suivie d'autres expériences similaires en 2019. ■

Pour en savoir plus en 1 clic → 

Forêts françaises

Une gestion qui fait débat

Qui a dit que nos concitoyens ne s'intéressaient pas aux forêts ? Deux événements de l'automne contredisent ce postulat : le film de cinéma *Le temps des forêts* de François-Xavier Drouet (<https://www.youtube.com/watch?v=AlDxKT6sOrk>), ainsi que la marche pour la forêt 2018 organisée à l'initiative des syndicats forestiers (<https://marche-pour-la-foret.webnode.fr>).

Les échanges générés montrent bien que dans beaucoup de régions des interrogations existent chez nos citoyens, de même qu'un malaise certain chez une partie des forestiers français. Le film montre comment la gestion pratiquée peut-être caricaturale dans certaines régions (augmentation de l'exploitation du bois pour l'énergie, coupes rases, enrésinement), au détriment même des fonctions écologiques, sociales et même parfois de l'intérêt économique du propriétaire.

Ce constat n'est pas nouveau puisque ce mode de gestion qui considère la forêt comme une culture agricole, à grands renforts de simplification des forêts, coupe rase, travail du sol et plantation résineuse, représente environ 15-20% de la surface forestière française, principalement sur des terres abandonnées par l'agriculture dans la seconde moitié du siècle dernier. Toutefois, aujourd'hui, une accélération de l'intensification est perçue (engins lourds, entrée dans la période d'exploitation des plantations).

Ce débat est salutaire. Il faut le poursuivre, en montrant que d'autres voies sont possibles, tout aussi économiquement rentables, écologiquement souhaitables, socialement désirables. Un grand débat national est plus que jamais nécessaire. ■



Un grand débat national
est plus que jamais nécessaire

Pour en savoir plus en 1 clic → 

→ VIVRE DURABLEMENT

L'ACTION EN QUELQUES MOTS

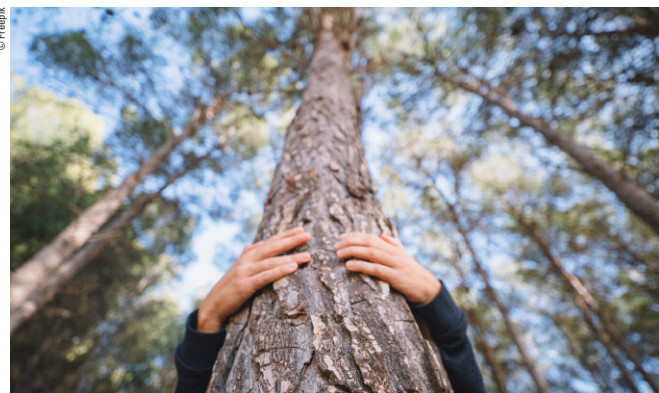
Le monde ne suffit pas. Les ressources des forêts sont limitées, le gaspillage n'est plus possible. Apprendre à mieux consommer et recycler font partie des solutions que chacun peut mettre en œuvre pour préserver les forêts.

Consommation

Comment limiter son impact sur la déforestation ?

La clé est de consommer « moins et mieux ».
Mais qu'entend-on par là ?

C'est tout d'abord réduire sa consommation en général, et notamment alimentaire (en mangeant moins de produits transformés ou de produits animaux et en mangeant sainement tout en réduisant le gaspillage). C'est ensuite privilégier les produits certifiés selon des normes environnementales et sociales crédibles (FSC pour les produits à base de bois et de papier, RSPO pour l'huile de palme, Rainforest Alliance, UTZ pour le chocolat, Agriculture Biologique pour l'ensemble des produits alimentaires...). C'est aussi acheter auprès de marques engagées et qui rendent compte publiquement de leurs progrès à lutter contre la déforestation.



→ SOJA

Réduire sa consommation de produits issus des animaux (viande, œufs, produits laitiers) et diversifier son alimentation en protéines, en cuisinant plus de protéines végétales ;



→ HUILE DE PALME

Réduire sa consommation de produits transformés et limiter ses déplacements en voiture, qui pollue et roule partiellement à l'huile de palme ;



→ CACAO

Consommer moins de produits chocolatés transformés, qui contiennent généralement du chocolat de moins bonne qualité ;



→ CAOUTCHOUC NATUREL

Acheter ses chaussures auprès de marques qui savent d'où provient leur caoutchouc et encourager les constructeurs automobiles à être plus transparents sur leurs approvisionnements, car il n'existe pas encore de certification spécifique ;



→ PÂTE À PAPIER

Privilégier l'achat de produits papetiers - papier toilette ou papeterie - en papier recyclé ou certifié FSC, éviter les impressions inutiles et trier ses papiers pour qu'ils soient recyclés ;



→ BOIS

Recycler les objets en bois et meubles en fin de vie, réduire l'utilisation de produits à usage unique et difficilement recyclable, tels les cure-dents ou les baguettes en bois, et acheter des produits bois recyclés ou certifiés FSC ;



→ BŒUF ET CUIR

Manger moins de bœuf et privilégier une viande élevée en France ou en Europe et certifiée bio ; limiter ses achats de chaussures et vêtements en cuir et privilégier ceux dont le cuir n'a pas contribué à la déforestation ou en cuir certifié bio ou encore participer à l'économie circulaire en choisissant des articles de seconde main !



→ Pour le choix de vos produits alimentaires, vous pouvez également vous aider de notre application We Act for Good (WAG)

→ Pour plus d'informations, suivez les conseils du rapport du WWF « Vers une alimentation bas carbone, saine et abordable ».



Pour en savoir plus en 1 clic →

L'ACTION EN QUELQUES MOTS

Avec le WWF France, les acteurs publics, privés ou la société civile se mobilisent pour les forêts. Actions collégiales, partenariats transformationnels, bénévolat, subventions ou mécénats sont autant de modes d'actions pour agir sur le terrain.

Partenariat

L'AFD, un partenaire clé du WWF-France



Institution financière, l'Agence française de développement (AFD) est au cœur du dispositif français de l'aide publique en faveur des pays en développement. L'AFD met en œuvre la politique définie par le gouvernement français, agit pour combattre la pauvreté et favoriser le développement durable. En 2017, les engagements du groupe représentaient 10,4 Mds€, dont 3 % étaient investis dans le domaine de l'environnement et des ressources naturelles, et 8% étaient investis en agriculture durable et sécurité alimentaire.

Depuis 2013, l'AFD est partenaire du WWF pour accompagner la mise en œuvre de plusieurs projets dans les pays en développe-

ment, notamment au Vietnam, à Madagascar, au Gabon, au Maroc et en Tunisie. Actuellement, l'agence cofinance deux projets qui permettent de réduire la déforestation au Gabon et à Madagascar.

À Madagascar, les mangroves, qui rendent de nombreux services écosystémiques pour les habitats naturels et les populations environnantes, sont menacées par les activités humaines et les changements climatiques. Pour préserver ce capital naturel inestimable, le WWF a mené un projet dans la région de Melaky (côte ouest) de 2015 à 2018, qui a permis la restauration de plus de 150 ha de mangroves et le transfert de gestion de 30 000 ha de forêts aux communautés locales.

Au Gabon, pays dont la couverture forestière excède 85 % du territoire, le secteur de l'huile de palme est en pleine expansion. Pour réduire la déforestation liée à cette activité et en garantir la durabilité sociale, économique et environnementale, le WWF a débuté un projet en juillet 2018. Celui-ci vise à mobiliser la société civile et villageoise, représentant une force à la fois informée et active, pour le suivi du respect des engagements socio-environnementaux pris par les compagnies d'exploitation forestière et de palmier à huile.

L'AFD s'est engagée à augmenter ses financements pour la biodiversité en 2019 et va ainsi rester un partenaire clé de l'action du WWF dans les années à venir.

Pour en savoir plus en 1 clic →

FORÊT VIVANTES La lettre du WWF-France sur les forêts

@-PUB

À VOUS
DE FAIRE
BONNE
IMPRESSION

CONTACT : lettre.foret@wwf.fr

SITE WEB : www.wwf.fr/champs-daction/foret

RÉDACTEURS EN CHEF : Julien Tavernier
et Daniel Vallauri

CONTRIBUTEURS :

> Bureau France métropolitaine

Pascal Canfin, directeur général

> Programme Forêts du WWF-France

Jean Bakouma - jbakouma@wwf.fr

Lisa King - lking@wwf.fr

Daniel Vallauri - dvallauri@wwf.fr

Marine Vallée - mvallee@wwf.fr

> Bureau de Nouvelle-Calédonie

Emma Do Khac - edokhac@wwf.nc

> Bureau de Guyane

Clément Villien - cvillien@wwf.fr

> Programme agriculture & alimentation

Arnaud Gauffier - agauffier@wwf.fr

Lenaïe Moniot - lmoniot@wwf.fr

> Département Relation avec le monde économique

Benjamin de Poncheville - bdeponcheville@wwf.fr

> Programme Développement international

Laura Madrid - lmadrid@wwf.fr

MAQUETTE : Sambou-Dubois



RESTEZ CONNECTÉ (À LA NATURE).

Si vous souhaitez recevoir ou vous désinscrire de la lettre d'information Forêts vivantes, merci d'envoyer un mail à : lettre.foret@wwf.fr

